

Croissance de l'ordre de 4,8 pour cent au Burundi en 2013, selon les prévisions

APA, 21-11-2013 Bujumbura (Burundi) - La croissance prévue pour le Burundi en 2013 ne dépassera pas 4,8 %, un taux inférieur aux prévisions de croissance minimale annuelle de 7% du Plan d'action d'Istanbul pour les pays les moins avancés (PMA), indique le rapport 2013 sur les PMA réalisé par la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement et présenté jeudi par le PNUD. Ce rapport note qu'en général les PMA, dont la plupart sont en Afrique, devraient concentrer leurs efforts sur une croissance créatrice d'emplois pour un développement équitable et durable. Malgré une croissance remarquable pour certains de ces pays, on remarque que la création d'emplois est à la traîne ou les emplois créés n'ont pas de qualité permettant aux jeunes de mener une vie décente. Daniel Gbetnkou, économiste principal au PNUD-Burundi a fait remarquer que la croissance démographique dans les PMA est galopante ce qui fait que la population, dont la moitié est constituée de jeunes, a besoin d'emplois. « C'est un défi majeur », a-t-il dit. Il explique qu'il faudra créer environ 16 millions d'emplois par an, dans un contexte où la croissance économique est à risque de ne pas s'accroître suite au ralentissement de l'économie dans les pays développés, le commerce mondial morose, et un environnement de diminution des aides extérieures. Au Burundi, a-t-il dit, plus de 60% de la population sont des jeunes travaillant dans le secteur informel qui contribue pour 70% dans l'économie du pays mais ne leur assure pas de bien-être. La population qui vit en dessous du seuil de pauvreté ne diminue pas sensiblement, actuellement 67% de la population burundaise vit en dessous du seuil de pauvreté contre 81,3% en 1998 suite à la guerre. La solution pour les PMA est de stimuler les capacités productives, le crédit, les infrastructures, et le secteur privé, a-t-il argumenté, appelant les Etats à stimuler une forte augmentation de l'investissement, améliorer les services, l'électricité, les technologies agricoles irriguées, etc. pour accroître la diversité et la valeur de leurs biens et services. Pour le Burundi, M. Gbetnkou a indiqué que le préalable au développement durable du pays est la fourniture d'une énergie suffisante pour faire démarrer les entreprises dans ce pays agricole à plus de 80%. La mise à disposition de capacités énergétiques permettra la création de grandes entreprises qui procureraient de l'emploi aux jeunes, sans oublier les volets éducation, santé, etc. L'énergie permettrait également au pays d'exploiter l'important gisement de nickel de Musongati, a encore dit l'économiste principal.